

**LES FAITS SAILLANTS DE LA FDD3:****MERCREDI 15 JUILLET 2015**

La troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD3) s'est poursuivie, mercredi, avec des déclarations de haut niveau dans des tables rondes plénières et multipartites sur les thèmes "Assurer la cohérence des politiques et un environnement propice, à tous les niveaux, au développement durable" et "Le Partenariat mondial et les trois dimensions de développement durable". La Grande Commission s'est réunie l'après-midi et le soir, à huis clos, et a approuvé le projet final du Programme d'action d'Addis-Abeba.

LA PLENIERE

Les déclarations de haut niveau se sont poursuivies en plénière au cours de la journée.

Peter Phillips, Jamaïque, a déclaré que la viabilité de la dette est un défi majeur pour la région des Caraïbes. Cristina Duarte, Cap-Vert, a souligné que les partenaires de développement ne peuvent pas, d'un côté, soutenir le développement et de l'autre, héberger des apports financiers illicites (AFI).

James Fletcher, Sainte-Lucie, a déclaré que l'obtention du diplôme de pays à revenu intermédiaire (PRI) sur la base d'un calcul "vicié" du PIB par habitant, ne tient pas compte de la situation particulière des petits Etats insulaires en développement (PEID). Gustave Sanon, Burkina Faso, a déclaré que l'aide publique au développement (APD) est importante mais qu'elle reste insuffisante, et a souligné le travail fourni par son pays pour élargir son assiette fiscale.

Namgay Dorji, Bhoutan, a déclaré qu'un partenariat mondial renouvelé devrait être le pilier principal pour faire avancer le programme de développement mondial. Faeqa Saeed Alsaleh, Bahreïn, a déclaré que l'APD ne suffira pas à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015 et que des apports privés y seront nécessaires.

Béatrice Atallah, Madagascar, a qualifié l'APD et les apports et infrastructures privés de très importants pour le financement du développement.

Jayant Sinha, Inde, a fait part de sa profonde déception d'avoir eu à constater que l'esprit du multilatéralisme ne va pas suffisamment loin sur la question fiscale.

Abdelkader Messahel, Algérie, a appelé à un moratoire sur la dette publique. Gunnar Bragi Sveinsson, Islande, a mis l'accent sur la mise en valeur et réhabilitation des terres dégradées. Florence Limbio, République centrafricaine, a signalé que les gains de développement sont contrebalancés par les conflits armés. Winston Dookeran, Trinité-et-Tobago, a appelé à élargir et à renforcer la voix des pays en développement au sein de la gouvernance économique mondiale.

Roberto Tan, Philippines, a souligné l'importance de la coopération internationale pour le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles et aux chocs financiers.

Tabu Abdallah Manirakiza, Burundi, a appelé au transfert de technologie, à une assistance technique permettant de renforcer le capital humain et au soutien de l'industrialisation.

Darcy Boyce, Barbade, a appelé à l'adoption d'un indice de vulnérabilité et de la résilience comme déclencheur permettant aux PRI de retrouver l'accès à des financements concessionnels. Emmanuel Nganou Djoumessi, Cameroun, a parlé des efforts visant à accroître l'investissement privé et a encouragé la prise de mesures contre les AFI.

Juan Temístocles Montas Domínguez, République dominicaine, a appelé à des critères outre le revenu par habitant, dans la distribution de l'APD. Abdoulaye Diop, Mali, a décrit les difficultés à accéder à des ressources concessionnelles et à utiliser des envois de fonds pour le développement durable.

Miguel Engonga Obiang Eyang, Guinée équatoriale, a appelé les entreprises multinationales à s'engager en faveur du développement durable dans les pays en développement. Fernando Aportela Rodriguez, Mexique, a soutenu l'insertion d'une référence aux droits des migrants.

Mary Jervase Yak, Sud-Soudan, a souligné la nécessité d'accorder la priorité à la paix et à la construction nationale dans les Etats fragiles. Helder Lopes, Timor Leste, a souligné l'importance d'honorer les engagements pour la réalisation des ambitions "en souffrance".

Hany Kadyr Dimian, Egypte, a déclaré que le niveau de ressources est sans commune mesure avec le niveau d'ambition. Ramon Gordils, Venezuela, a déclaré que les pays industrialisés doivent soutenir les moyens de mise en œuvre, en conformité avec le principe de responsabilités communes mais différenciées (RCMD).

Ahmed Al Muraikhi, Qatar, a souligné le rôle de son pays dans la fourniture de l'aide au développement. Manuel Sager, Suisse, a souligné le lancement du Plan d'action d'Addis-Abeba sur un financement transformationnel en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes.

Gonzalo Robles, Espagne, a appelé à la mobilisation des ressources et à l'élargissement de l'assiette fiscale. Kasim Asker Hassan Ali, Irak, a souligné les défis auxquels fait face l'Irak, comme le terrorisme. Liliane Ploumen, Pays-Bas, a souligné la nécessité d'une coopération étroite avec le secteur privé.

Claver Gatete, Rwanda, a soutenu l'élaboration d'un cadre juridique international pour la collecte des impôts et pour freiner les AFI. Mahamat Nour, Tchad, a souligné que les menaces posées à la paix et à la sécurité "annihilent" les progrès accomplis vers le développement durable.

Henri Djombo, République du Congo, a mis en relief les liens entre les processus et les projets. Edward Scicluna, Malte, a prévenu que des objectifs de développement irréalistes et qui ne correspondent pas aux réalités économiques nationales risquent de miner la crédibilité de la communauté internationale.

Sergei Storchak, Fédération de Russie, a déclaré que l'allègement de la dette des PMA devrait être une priorité. Ádám Zoltán Kovács, Hongrie, a placé un accent appuyé sur les droits des femmes, sur une approche cohérente de la migration et sur l'utilisation durable de l'eau.

Muhammad Abdul Mannan, Bangladesh, a déclaré que l'impact de l'APD était en cause en raison de contraintes au niveau de l'offre, comme les goulets d'étranglement pour l'appropriation nationale. Rolandas Krisciunas, Lituanie, a souligné l'importance de la bonne gouvernance, de la responsabilité partagée, et de l'aide "intelligente", qui mobilise des ressources supplémentaires.

Martin Tlapa, République tchèque, a mis en exergue la sécurité, la prospérité et le développement durable, ainsi que la dignité humaine. Väino Reinart, Estonie, a proposé de partager les bonnes pratiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, soulignant leur impact sur le développement.

Thippakone Chanthayongsa, République démocratique populaire de Laos, a souligné la pertinence de l'APD et a appelé les donateurs à harmoniser leurs règles et procédures. Truong Chi Trung, Viet Nam, a souligné le rôle du commerce dans le développement et a plaidé pour une plus grande intégration régionale et mondiale.

Seán Sherlock, Irlande, a souligné le rôle des petites entreprises et l'engagement de l'Irlande à se concentrer sur les PMA. Don Pramudwinai, Thaïlande, a soutenu l'élaboration de nouveaux indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis dans le programme pour l'après-2015, et la mise en place d'une gouvernance inclusive et efficiente.



Milorad Šćepanović, Monténégro, a déclaré que le résultat de la Conférence déterminerait le concept d'un nouveau partenariat mondial pour l'ensemble du programme de l'après-2015. Jaime Alfredo Miranda Flamenco, Salvador, a appelé à la création d'un conseil mondial de coordination économique relevant de l'ONU, qui va au-delà du Groupe des 20. Eduardo Tregos Lall, Costa Rica, a déclaré que surmonter le piège du revenu intermédiaire implique l'accès à des prêts et le renforcement des infrastructures.

Swarnim Wagle, Népal, a déclaré que les pays sans littoral ont besoin d'un accès préférentiel aux marchés mondiaux, pour se joindre aux chaînes de valeur mondiales. Eduardo Galvez, Chili, a signalé que le texte final se concentre, à juste titre, sur la mobilisation des ressources intérieures, et que la transparence dans l'administration fiscale publique est nécessaire.

Pedro Luis Pedroso, Cuba, a encouragé le respect des engagements disponibles en matière d'aide. Gil Haskel, Israël, a encouragé le passage à des approches intégrées innovantes et intelligentes face au changement climatique. Yogeeswaran Kumaraguru, Malaisie, a appelé à une coordination internationale pour améliorer la stabilité financière mondiale.

Peter Launsky-Tieffenthal, Autriche, a souligné le rôle des institutions d'audit indépendantes. Dragovest Goranov, Bulgarie, a déclaré que le secteur privé est important, car il stimule la productivité. Ashraf Shikhaliyev, Azerbaïdjan, a présenté la coopération régionale et le commerce comme étant essentiels.

Mgr Bernardito Auza, Saint-Siège, a déclaré que le développement ne peut pas continuer si les États mettent l'accent sur les intérêts nationaux au détriment du bien commun mondial. Sahbi Khalfallah, Tunisie, a affirmé la nécessité de la solidarité. Arcanjo Nascimento, Angola, a déclaré que l'écart entre les engagements et les décaissements de l'APD, doit être fermé.

Un certain nombre d'institutions onusiennes et intergouvernementales ont également fait des interventions, qui peut être consultée à l'adresse <http://bit.ly/1MamckF>

TABLE RONDE 4: ASSURER LA COHERENCE POLITIQUE ET UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A TOUS LES NIVEAUX POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Cette session a été co-présidée par Liliane Ploumen, ministre de la Coopération et du commerce international, des Pays-Bas, et Goodall Gondwe, ministre des Finances, de la planification, et du développement, Malawi; et modérée par Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Ploumen a souligné que les engagements d'Addis-Abeba sur la cohérence des politiques sont essentiels pour la réussite du programme de développement pour l'après-2015, et a attiré l'attention sur le programme combiné de l'aide et du commerce des Pays-Bas.

Vesna Pusic premier vice-Premier ministre de la Croatie, a partagé les expériences de son pays dans sa transition de son statut de destinataire de l'APD à un statut de donneur. Jaime Alfredo Miranda, vice-Ministre des Affaires étrangères du Salvador, a déclaré que le système des finances publiques doit être aligné sur les objectifs de développement durable (ODD), et a appelé à la création d'un conseil mondial pour la coordination économique.

Ato Getachew Adem, Ministre de la Commission de planification, Ethiopie, a donné la priorité à la planification nationale et aux systèmes de programmation, à des cadres macro-économiques et budgétaires robustes, et à la participation et à la coordination des acteurs infranationaux, comme autant d'éléments nécessaires à la réussite de la cohérence des politiques.

Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a souligné la nécessité de renforcer les politiques économiques et fiscales, afin de stimuler la croissance; a encouragé la lutte contre les AFI; et a souligné l'importance de la mobilisation des ressources intérieures.

Richard Samans, Directeur du Centre pour le Programme mondial, Forum économique mondial, a souligné l'importance du renforcement des institutions liées, entre autres, à l'éducation et à l'apprentissage; l'emploi et la rémunération; la constitution d'actifs pour les personnes; et la lutte contre la corruption et la "concentration des rentes".

Dans le débat qui a suivi, les délégués ont examiné, entre autres: la nécessité d'investir dans les ministères de la planification; les droits humains et l'état de droit; la lutte contre les inégalités systémiques dans le commerce international; la lutte contre le changement climatique et, en même temps, le financement du développement; surmonter les obstacles posés aux envois de fonds; les pratiques commerciales néfastes qui sapent le développement durable; le rôle majeur du secteur privé; l'intégration des principes soutenus par l'ONU applicables à l'investissement responsable; les conséquences néfastes sur les processus de règlement des différends entre les investisseurs et les Etats; l'optimisation de l'impact de l'APD; le rôle du financement des institutions financières internationales dans le déverrouillage du financement du développement par le secteur privé; la nécessité, pour le commerce international, d'être cohérent avec les droits humains et avec les conventions relevant

de l'Organisation internationale du Travail; et les expériences nationales dans la promotion de la cohérence des politiques pour le développement.

TABLE RONDE 5: LE PARTENARIAT MONDIAL ET LES TROIS DIMENSIONS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Cette session a été co-présidée par Sean Sherlock, Ministre d'Etat, ministère des Affaires étrangères d'Irlande, et Winston Dookeran, ministre des Affaires étrangères de Trinidad-et-Tobago; et modérée par Yi Xiaozhun, vice-directeur général de l'Organisation mondiale du commerce. Yi a appelé les conférenciers à exposer les voies et moyens permettant au partenariat mondial d'être utilisé pour trouver des solutions aux défis économiques, sociaux et environnementaux posés dans le monde entier.

Soulignant que les principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées sont le fondement de l'action de développement durable, Jayant Sinha, Ministre d'Etat aux Finances, Inde, a déclaré que le partenariat mondial doit: mettre fin à la pauvreté; intégrer les trois piliers du développement durable; niveler le terrain de jeu dans la gouvernance économique et financière; inclure l'innovation; et disposer d'un mécanisme de suivi et d'évaluation fort. Ngozi Okonjo-Iweala, ancien ministre des Finances, Nigeria, a souligné le développement des infrastructures en tant que lien entre les piliers du développement durable.

Li Yong, Directeur général, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), a mis en exergue l'initiative de l'ONUDI pour un développement industriel durable et inclusif; les partenariats public-privé; et les programmes de partenariat pilotés par les pays eux-mêmes en Ethiopie et au Sénégal.

Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a préconisé le placement d'un accent plus important sur les piliers sociaux et environnementaux du développement durable; un "rafraîchissement" du principe de responsabilités communes mais différenciées; et une révolution dans le domaine de la gestion des données. Dereje Alemayehu, Coordonnateur, Alliance mondiale pour la justice fiscale, a mis en garde contre la sape du mandat et responsabilité de l'ONU et de l'idée d'un rôle sans entraves du secteur privé dans le financement du développement; et a déclaré que le principe de responsabilités communes mais différenciées doit imprégner tous les efforts mondiaux visant à résoudre les problèmes posés à l'échelle de la planète.

Naoko Ishii, Directeur exécutif du Fonds pour l'environnement mondial, a souligné la nécessité de priorités bien définies, de politiques fortes et de l'intégration de la durabilité environnementale dans les systèmes économiques.

Dans le débat qui a suivi, les délégués ont examiné, entre autres: l'importance de l'espace politique pour le développement; l'importance des mécanismes de financement du changement climatique pour l'aide des PEID; l'élargissement de l'assiette fiscale pour améliorer la mobilisation des ressources nationales; le rôle des marchés financiers dans le financement du développement; et les expériences de l'Asie dans la catalyse de fonds pour le développement.

Les délégués ont également souligné: la nécessité de moyens novateurs permettant de tirer parti de financement; l'importance des droits de propriété et de la primauté du droit dans la création d'environnements favorables; le rôle des systèmes de protection sociale et des filets de sécurité dans la promotion de la croissance économique; le retour des AFI aux pays en développement pour financer la mise en œuvre de objectifs de développement durable; et le travail décent, en tant qu'élément essentiel pour l'extension de l'assiette fiscale.

DANS LES COULOIRS

Les délégués en expectative se pressaient à l'extérieur du lieu de la commission, à 13h30 mercredi, pleins d'espoir, malgré les nombreuses réunions, dans le processus FdD3, qui ont crié au loup et qui se sont terminés par juste une brève annonce que les négociations non officielles sont toujours en cours. Cette dernière réunion a suivi la tendance de la FdD3, la présidence éthiopienne y annonçant que l'accord était encore en suspens. Le ministre Tedros Adhanom a invité le G-77/Chine et les "non-membres du G77" à élire des représentants pour des consultations restreintes, avant la reprise de la Grande commission à 20h30. La salle s'est remplie plus lentement en cette deuxième séance de la journée, mais cette dernière s'est révélée être la seule à annoncer enfin une percée. Un compromis a été trouvé sur la dernière question résiduelle de la fiscalité, et le Programme d'action d'Addis-Abeba a été finalement approuvé. Soulagé et rayonnant, un délégué a déclaré, à sa sortie de la salle, que l'accord est une victoire pour le multilatéralisme.

NUMERO FINAL DU ENB: Le numéro final du Bulletin des Négociations de la Terre sur la synthèse et analyse de la FdD3 sera disponible en ligne, dès dimanche 19 juillet 2015 à l'adresse: <http://www.iisd.ca/FdD/FdD3/>